

Le chercheur américain pointe la difficulté du chef de l'État français à rassembler ses partenaires européens derrière son pragmatisme en matière de politique étrangère.



Adrien Jaulmes
ajaulmes@lefigaro.fr

Correspondant à Washington

Journaliste, ancien correspondant du *Washington Post* à Paris, Berlin et Bruxelles, aujourd'hui chercheur à la Brookings Institution, William Drozdiak est l'auteur du premier essai en langue anglaise consacré au président français. Après plusieurs entretiens avec lui et ses principaux conseillers, il a publié en avril dernier *Le Dernier Président de l'Europe* (non traduit), aux Éditions PublicAffairs.

LE FIGARO. - Emmanuel Macron est-il vraiment le dernier président de l'Europe ?

William DROZDIAK. - Je n'ai pas mis de point d'interrogation pour être un peu provocateur. Mais je crois vraiment qu'il est le dernier à défendre l'idée d'une Europe intégrée, à un moment où elle n'est plus partagée par les autres chefs de gouvernement du continent. Mais sa vision est aussi moderne. Alors que les fondateurs comme Jean Monnet, Konrad Adenauer, Charles de Gaulle ou Winston Churchill cherchaient une façon d'éviter de futurs conflits par un rapprochement économique et politique, la nouvelle logique de la construction européenne est de faire face à la résur-



William Drozdiak: « Emmanuel Macron est le dernier président de l'Europe »

RENCONTRE
« Sans une nouvelle impulsion, le risque est grand de voir l'Europe se déliter et devenir une simple zone de libre-échange. Regardez comment Schengen a mal résisté à la pandémie et à la fermeture des frontières ».

gence des rivalités entre les grandes puissances. Entre les États-Unis, la Chine et la Russie, l'Europe est prise en étau. Macron estime que si elle ne parvient pas à développer son propre statut de superpuissance avec sa propre personnalité pour défendre ses propres intérêts, l'Europe risque d'être dominée par les autres grandes puissances. Je pense qu'il a été le premier à voir ce danger. Mais il n'a jamais trouvé de partenaires qui partageaient sa vision, à commencer par Angela Merkel. Elle a été rebutée par son style trop impatient, trop impétueux. D'autres dirigeants se sont méfiés de ce nouveau venu qui n'avait jamais été élu auparavant.

La pandémie et la nécessité d'une relance économique ont fini par convaincre Merkel de se ranger à cette idée, mais il lui a fallu attendre, pour arriver à cette conclusion, la fin de sa carrière, après quinze ans de gouvernement. Pendant ce temps, des pays comme les Pays-Bas ou la Suède se montrent beaucoup plus nationalistes économiquement. Les divisions Nord-Sud ou Est-Ouest en Europe n'ont fait que s'accroître.

La position d'Emmanuel Macron n'est-elle pas un peu datée dans un monde marqué par le retour des nationalismes ?

Macron a fait son diagnostic dès son arrivée au pouvoir en 2017. Il a essayé de rallier d'autres dirigeants européens, en leur disant qu'il fallait avancer vers plus d'autonomie stratégique. Ses arguments étaient convaincants, dans un monde marqué par la résurgence de la rivalité entre les grandes puissances. Mais, au moment où le Brexit le privait de l'alliance anglaise, il n'a pas pu créer avec Merkel un tandem comme Kohl avec Mitterrand, de Gaulle avec Adenauer ou Giscard avec Schmidt. Merkel représente un nationalisme économique que certains Allemands eux-mêmes critiquent, comme Jürgen Habermas, qui disait que l'Allemagne allait regretter de ne pas avoir répondu au plus proeuropéen des présidents français. Or l'Allemagne est étroitement dépendante économiquement de l'Union européenne : 50 % de l'économie allemande dépend des exportations et est liée aux exportations vers les pays voisins. Elle a neuf voisins, c'est-à-dire plus que n'importe quel autre pays européen, et sa réussite dépend des liens qu'elle a établis avec tous. Mais l'Allemagne de Merkel est devenue incapable de persuader d'autres pays que leur intérêt était aussi vers l'intégration. Sans une nouvelle impulsion, le risque est grand de voir l'Europe se déliter et devenir une simple zone de libre-échange. Regardez comment Schengen a mal résisté à la pandémie et à la fermeture des frontières. Macron est isolé, frustré et impatient. Il m'a dit qu'il considérerait que la grande transformation à venir était celle de l'Afrique. Un humain sur trois, à la fin du XXI^e siècle, sera africain, et la pression migratoire exercée par cette population sur l'Europe sera énorme.

Entre les États-Unis, la Chine et la Russie, l'Europe est prise en étau. Macron estime que si elle ne parvient pas à développer son propre statut de superpuissance avec sa propre personnalité pour défendre ses propres intérêts, l'Europe risque d'être dominée par les autres grandes puissances. Je pense qu'il a été le premier à voir ce danger. Mais il n'a jamais trouvé de partenaires qui partageaient sa vision, à commencer par Angela Merkel

WILLIAM DROZDIAK

D'où Emmanuel Macron tire-t-il cette vision du monde ?
C'est difficile à dire. Macron est largement autodidacte dans ce domaine. Mais il est aussi un réaliste et un pragmatique en matière de politique étrangère. Les menaces de retrait d'une partie des troupes américaines d'Allemagne, décidées par Trump et annulées par Biden, l'ont fait réfléchir. Obama avait déjà entamé ce repli des États-Unis, et il va continuer d'une façon ou d'une autre sous Biden. Les États-Unis ont suffisamment de problèmes à régler sur leur territoire ; l'époque des interventions extérieures est révolue. Macron a vu venir avant les autres cette évolution. Il a compris que soixante-dix ans après la Seconde Guerre mondiale, il était inévitable que cette situation évolue, et qu'on ne peut pas garder la tête dans le sable. Il estime aussi que l'Europe est suffisamment riche et prospère pour assurer sa propre défense, sans qu'elle doive être prise en charge par les Américains. Il essaye d'alerter et de stimuler les autres dirigeants. Mais il n'a pas trouvé d'interlocuteurs en Europe quand il a abordé le sujet, notamment à l'assemblée de l'Otan. Macron prend le monde tel qu'il est. Il considère que l'Europe n'aura jamais de sécurité et de stabilité sans une forme d'entente ou d'accord avec la Russie, ou avec la Turquie. Ça ne l'empêche pas d'envoyer des bâtiments de guerre pour soutenir la Grèce en Méditerranée orientale, et de tenir tête aux autocrates, de résister à leur chantage, mais il veut aussi établir une forme de dialogue, comme quand il essaye d'améliorer les relations avec Poutine. Il a lu le livre de Christopher Clarke, *Les Somnambules*, qui décrit comment les puissances européennes de 1914 se sont laissées entraîner vers la catastrophe de la Première Guerre mondiale : il sait que se laisser porter par les événements est souvent la pire politique.

L'élection de Joe Biden offre-t-elle à Emmanuel Macron une chance de relancer l'idée d'une souveraineté européenne, en partenariat plutôt qu'en opposition avec les États-Unis ?
L'une des priorités de Joe Biden est de rétablir la confiance avec les alliés européens et de reconstruire une relation transatlantique sur de nouvelles bases. Mais il ne veut et ne peut pas revenir au statu quo ante tel qu'il existait avant l'élection de Donald Trump. La perception de l'Europe comme d'un continent qui profite des États-Unis en matière de sécurité n'est pas limitée à Trump. Obama avait déjà parlé des « resquilleurs ». Mais d'autres Américains comprennent l'importance de bonnes relations avec le continent européen, et les valeurs communes entre les deux rives de l'Atlantique. Pour Biden, la France est un allié essentiel. Entre une Allemagne pacifiste et la Grande-Bretagne préoccupée par ses questions de politique intérieure, la France est la dernière puissance militaire en Europe et un partenaire d'autant plus important pour les États-Unis. ■